

REPUBLIQUE DE DJIBOUTI
Unité- Égalité- Paix

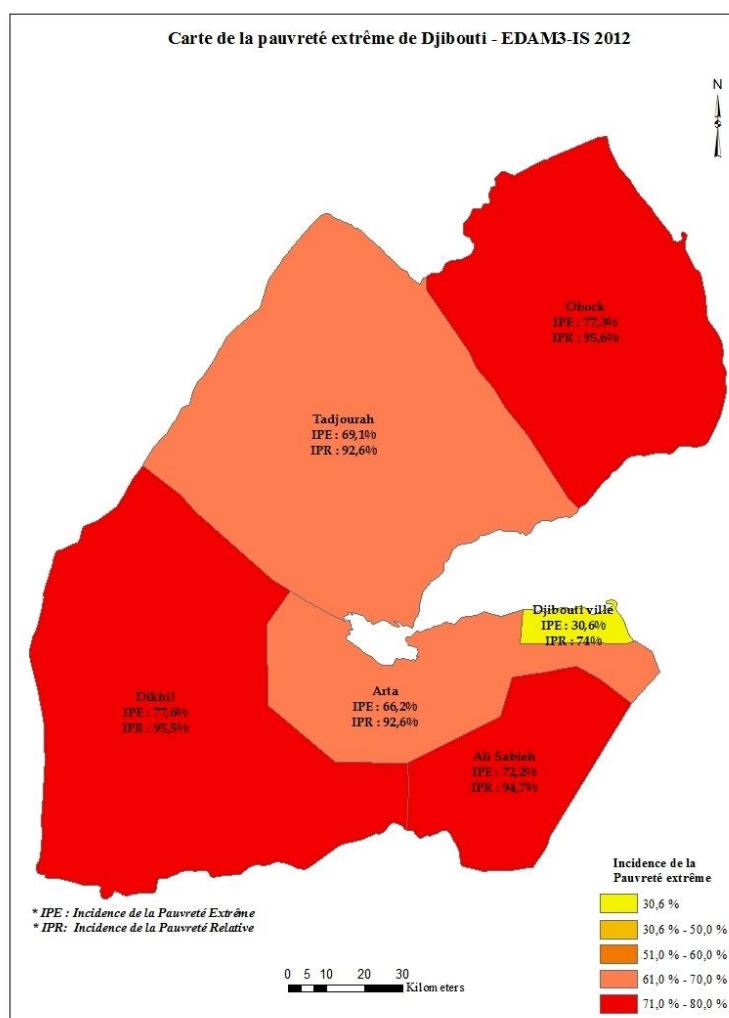


MINISTRE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES CHARGE DE L'INDUSTRIE ET DE LA
PLANIFICATION



DIRECTION DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES DEMOGRAPHIQUES

PROFIL DE LA PAUVRETE EN
REPUBLIQUE DE DJIBOUTI
2012



Source: DISED - Septembre 2012

Octobre 2012

Avant-propos

La République de Djibouti s'est formellement engagée à lutter contre la pauvreté et la précarité et à atteindre les objectifs du millénaire à travers un développement économique et social intégré du pays. Sur la base de cette mission que s'est assigné le Gouvernement, des stratégies, des politiques et des programmes économiques et sociaux ont été élaborés et mis en œuvre. A partir de 2007, date de lancement de l'Initiative pour le Développement Social, des projets sectoriels de filets sociaux de sécurité qui constituent une forme d'intervention directe ciblée pour améliorer les conditions de vie des groupes de population démunies ou vulnérables, ont pris de l'essor.

Pour suivre, évaluer et apprécier objectivement les impacts réels de ces actions, il était nécessaire d'actualiser les données et les indicateurs socio-économiques sur les conditions de vie des populations avec la réalisation de la troisième Enquête Djiboutienne Auprès des Ménages pour les Indicateurs Sociaux (EDAM3-IS).

L'EDAM3-IS a été réalisée en avril 2012 par la Direction de la Statistique et des Etudes Démographiques (DISED) avec le concours de l'Agence Djiboutienne pour le Développement Social (ADDS) sur un financement de la Banque Africaine de Développement (BAD). Que ces deux Institutions soient ici remerciées.

Les résultats présentés dans ce rapport montrent que, par rapport aux données de 2002, l'incidence de la pauvreté extrême est restée quasiment stable alors que celle de la pauvreté relative a connu une augmentation. Ces niveaux de pauvreté peuvent s'expliquer par

- le niveau très élevé de l'inflation, entre 2007 et 2011, synonyme de perte de pouvoir d'achat,
- les conditions climatiques très rudes, notamment les vagues successives de sécheresses depuis 2006, entraînant la baisse des revenus des paysans et des éleveurs,

La réalisation de l'EDAM3-IS a fait intervenir plusieurs personnes dont certaines ont parfois travaillé parfois dans des conditions difficiles sur le terrain. Nous les remercions toutes pour la qualité du travail fourni. Il s'agit de l'équipe technique de la DISED, des enquêteurs et enquêtrices, contrôleurs et superviseurs, des agents cartographes, des agents de saisie, des experts qui nous ont apporté un appui technique.

ILYAS MOUSSA DAWALEH

**Ministre de l'Économie et des Finances
chargé de l'Industrie et de la Planification**

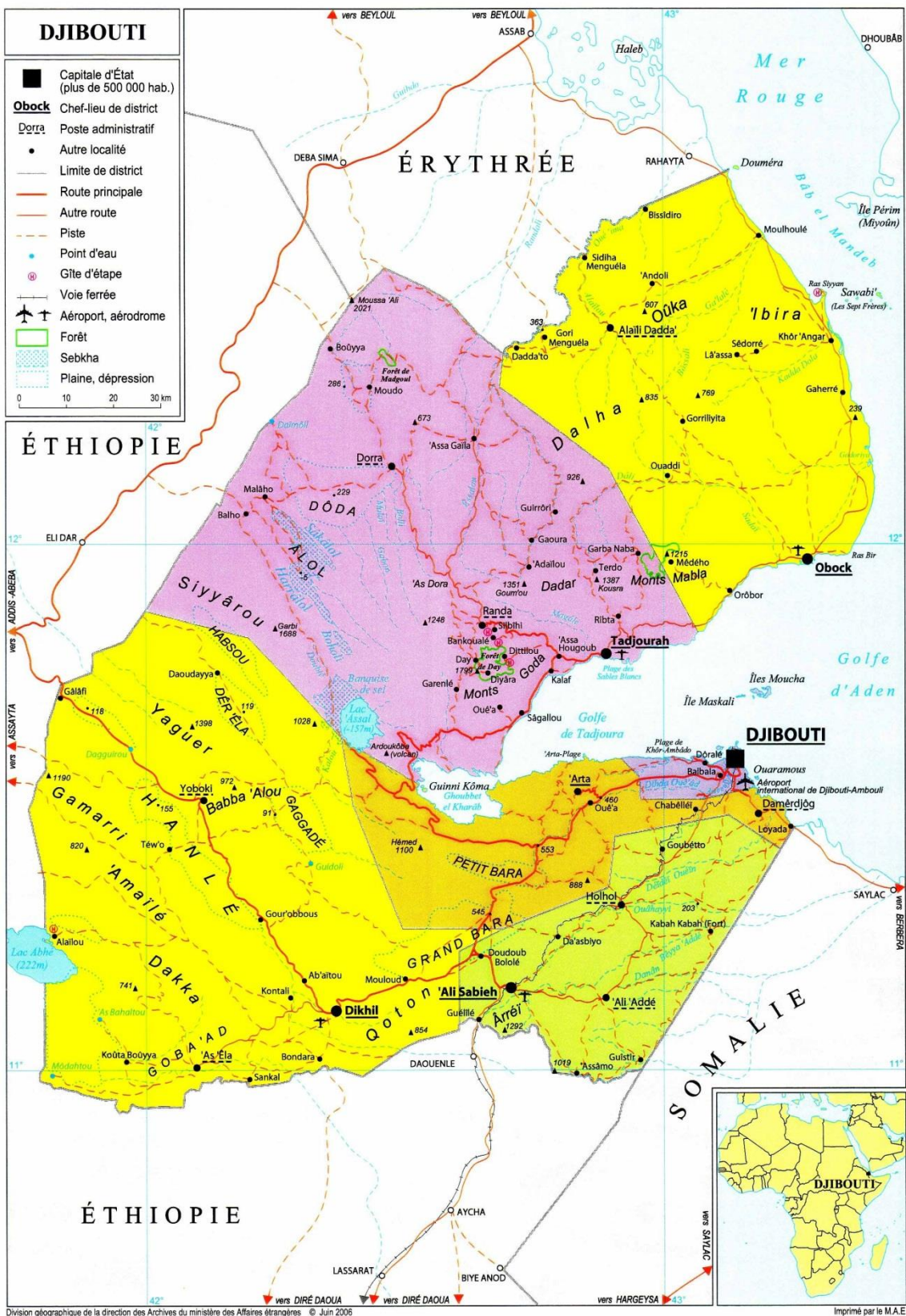
Sommaire

Avant-propos	2
Sommaire	3
Liste des tableaux	4
1. INTRODUCTION.....	7
2. PRESENTATION DE L'ENQUETE EDAM3-IS	9
2.1. Couverture	9
2.2. Sources de données	9
3. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DE LA POPULATION.....	11
3.1. Population et ménage	11
3.2. Education.....	13
3.3. L'activité économique des membres des ménages	16
3.4. Les dépenses des ménages	17
4. L'EVALUATION DE LA PAUVRETE.....	18
4.1. La mise à jour des seuils de pauvreté	18
4.2. La description du profil de pauvreté	18
4.2.1. Profil général de la pauvreté.....	18
4.2.2. Profil de la pauvreté à Djibouti ville	20
4.2.3. Pauvreté et genre	22
4.2.3.1. Pauvreté et sexe du Chef du Ménage	22
4.2.3.2. Pauvreté et sexe des membres du ménage	22
4.2.4. Pauvreté et âge du chef de ménage	23
4.2.5. Pauvreté et éducation	23
4.2.5.1. Pauvreté et niveau d'instruction du CM.....	23
4.2.5.2. Pauvreté et situation par rapport à l'école des enfants de 7-10 ans des ménages pauvres	24
4.2.6. Pauvreté et taille du ménage.....	25
4.2.7. Pauvreté et groupes socio-économiques du CM	25
ANNEXES	27

Liste des tableaux

Tableau 1: Principaux indicateurs démographiques.....	11
Tableau 2: Répartition de la population par groupes d'âge (%).....	13
Tableau 3 : Niveau d'instruction des adultes (15 ans et +) (%)	14
Tableau 4 : Niveau d'instruction des Chefs de Ménages (%)	14
.....zTableau 5 : Situation par rapport à l'école des enfants 6-10 ans (%)	15
Tableau 6 : Taux de scolarisation à l'école primaire (6 – 10 ans) (%).....	15
Tableau 7 : Premières raisons d'abandon de l'école des enfants de 6-10 ans (%).....	16
Tableau 8 : Secteur d'activité.....	17
Tableau 9 : taux de Pauvreté extrême et relatif	19
Tableau 10 : Incidence de Pauvreté extrême et relatif par régions (effectif et %)	19
Tableau 11 : Incidence de Pauvreté extrême et relatif par régions (effectif et %)	22
Tableau 12 : Pauvreté et sexe des membres du ménage.....	23
Tableau 13 : Pauvreté extrême et âge du Chef du Ménage	23
Tableau 14 : pauvreté extrême et Niveau d'instruction des Chefs des Ménages (%)	24
Tableau 15: Pauvreté extrême et taux de scolarisation.....	24
Tableau 16 : Pauvreté relative et taux de scolarisation	25
Tableau 17 : Pauvreté extrême et taille du Ménage.....	25
Tableau 18 : Incidences de la pauvreté selon la catégorie Socioprofessionnelle du Chef du Ménage..	26
Tableau 19: Répartition des pauvres selon la catégorie Socioprofessionnelle du Chef du Ménage	26
Tableau 20 : type de logement (%).....	28
Tableau 21 : type de matériaux de construction des murs extérieurs(%)	28
Tableau 22 : matériaux utilisés pour la toiture (%)	28
Tableau 23 : Statut d'occupation (%).....	29
Tableau 24 : Principal combustible utilisé pour la cuisine (%).....	29
Tableau 25 : Principal source d'énergie pour l'éclairage (%)	29
Tableau 26 : Principale source d'eau potable (%)	30
Tableau 27 : Type de toilettes (%)	30
Tableau 28 : Evacuation des ordures (%).....	30
Tableau 29 : Evacuation des eaux usées (%).....	31
Tableau 30 : Taux de possession de certains biens (%)	31
Tableau 31 : Répartition des Chef de ménage par classe d'âge (%)	32
Tableau 32 : Répartition de la population (12 ans ou +) selon la situation matrimoniale (%).....	32
Tableau 33 : Répartition des Chef des ménages selon la situation matrimoniale (%)	32
Tableau 34 : répartition des ménages selon la taille (%).....	32
Tableau 35 : répartition de la population par région (%)	33
Tableau 36 : Situation par rapport à l'école des enfants 6-10 ans (%).....	34
Tableau 37 : Taux de scolarisation à l'école primaire (6 – 10 ans) (%).....	34
Tableau 38 : Premières raisons d'abandon de l'école des enfants de 6-10 ans (%).....	34
Tableau 39 : Premières raisons de non fréquentation de l'école des enfants de 6-10 ans (%).....	35
Tableau 40 : Alphabétisation des adultes (15 ans ou +)	35
Tableau 41 : Statut dans l'activité des personnes de 15 ans et + (%)	36
Tableau 42 : Statut dans l'activité des personnes de 15 ans et + (%)	37
Tableau 43 : Taux de chômage et d'activité de 15 ans et + (%).....	37
Tableau 44 : Statut dans l'activité des personnes de 15 ans et +	37
Tableau 45 : Taux de chômage et d'activité de 15 ans et + par regions (%).....	37
Tableau 46 : Statut dans l'emploi (%)	38
Tableau 47 : Branche d'activité (CM).....	38
Tableau 48 : incidence de la pauvreté auprès des ménages et des individus.....	39
Tableau 49 : Taux de pauvreté selon la zone de résidence et le sexe (%).....	39
Tableau 50 : Structure des dépenses moyennes par ménage et par an	40
Tableau 51 : comparaison entre les pauvres et les non pauvres extrêmes.....	41

Carte administrative de la République de Djibouti



1. INTRODUCTION

La République de Djibouti est un pays d'Afrique de l'Est, situé à l'entrée de la Mer Rouge, entre l'Erythrée (Nord), l'Éthiopie (Ouest) et la Somalie (Sud). Sa superficie est de 23 200 Km². Sa population était de 818 159 habitants en 2009. Elle est estimée à 864 617 habitants en 2011. Parmi cette population, 70,6% vivaient en milieu urbain et 58,1 % dans la seule ville de Djibouti, la capitale.

Le rapport sur le développement humain classe le pays parmi ceux qui ont un niveau de développement humain moyen. Il est situé au 165^{ème} rang (sur 183 pays) de l'Indice de Développement Humain (IDH=0,43) en 2011.

Cet état trouve son origine dans les crises politiques, guerres régionales et un conflit armé national dans les années 80 et 90. Il s'y ajoute des chocs exogènes liés notamment à l'inflation importée, (hausse des prix des denrées de base et des hydrocarbures) et les conséquences du changement climatique avec un phénomène de sécheresse récurrent.

Depuis 1994, le pays connaît une stabilité politique avec des élections présidentielles organisées. Le président actuel a été réélu en avril 2011 pour un 3^{ème} mandat et un nouveau gouvernement a été formé avec des ministres technocrates.

L'économie djiboutienne est essentiellement une économie de rente (ports et bases et contingents militaires) avec un secteur informel important. Le pays fait face au golfe d'Aden, ce qui constitue une position stratégique importante et essentielle dans le commerce entre l'Asie et l'Europe.

L'économie est dominée par le secteur tertiaire (transports, communication, commerce, tourisme, etc.) avec 76% du PIB et 60% de la population active. Selon les résultats d'EDAM3-IS, le secteur informel fait vivre une grande partie de la population.

Le PIB a augmenté de 5% en moyenne dans la période 2007-2010 en dépit de la crise financière et grâce au développement des activités portuaires, aux télécommunications, au développement des infrastructures sur financement extérieur et aux flux d'investissements directs étrangers (IDE).

En 2009 le conflit avec l'Erythrée et les contraintes liées à la résurgence de la sécheresse et à l'insécurité alimentaires ont engendré un dérapage du programme avec le FMI et une détérioration du déficit budgétaire qui a été porté à 4,6% du PIB.

L'inflation à Djibouti, comme dans beaucoup de pays africains reste sensible à la hausse des prix des produits alimentaires et pétroliers qui constituent les principales importations du pays. Elle reste, cependant, maintenue à une hausse annuelle des prix de 4%. Le gouvernement mène une politique de réduction tarifaire et de subvention des prix de certains produits de premières nécessités pour atténuer les effets sur le pouvoir d'achat de la population.

A l'instar de nombreux pays africain, la balance commerciale de Djibouti est structurellement déficitaire. Les exportations de Djibouti sont faibles par rapport à ses importations, dont l'économie est fortement dépendante notamment les hydrocarbures, les produits alimentaires et les biens d'équipement. L'insécurité alimentaire est structurelle dans le pays qui ne produit que 10% de ses besoins alimentaires et importe les 90 % restant. Ce fait résulte des conditions climatiques de type aride, du faible développement des activités agricoles et piscicoles, et est exacerbée par les périodes de sécheresses prolongées. Le diagnostic réalisé sur la période 2007 à 2011 montre que Djibouti a perdu 0,75% du PIB par an suite aux conséquences de la sécheresse.

Cette situation explique sans doute que la pauvreté, après s'être généralisée entre 1996 (EDAM1-IS) et 2002 (EDAM2-IS) à toutes les couches sociales et dans toutes les régions du pays, a relativement progressé au sein de la population en 2012 (EDAM3-IS). En effet, l'incidence de la pauvreté relative est passée de 41,1% en 1996 à 74,0% en 2002 puis à 79,4% en 2012. Quant à la pauvreté extrême, son incidence a fortement évolué comme celle de la pauvreté relative de 9,6% en 1996 à 42,2% en 2002 puis s'est quasiment stabilisée entre 2002 et 2012 avec 41,9% en 2012 avec tout de même une augmentation en valeur absolue du nombre de personnes touchées compte tenu de l'accroissement démographique.

Ces tendances des incidences de la pauvreté, montrent aussi que les résultats de la mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) jusqu'en 2007, puis de l'Initiative Nationale de Développement Social (INDS), lancée en 2007, sont mitigés. Le bilan dénote que peu de progrès ont été enregistrés notamment dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. Les ressources mobilisées n'ont pas couvert les besoins (54% des besoins de financement). L'efficacité des programmes et actions a été limitée par l'absence d'un système de planification et de programmation, appuyé par une gestion des finances publiques axée sur les résultats, par l'absence de mécanismes de suivi-évaluation, tant au niveau central qu'au niveau des secteurs, permettant de mesurer l'état d'avancement des activités mises en place et d'apprécier leurs résultats par rapport aux objectifs visés et par les profondes insuffisances du système statistique national, notamment au niveau de la collecte et de la production régulière des données de référence, tant pour le suivi des projets que pour la gestion macroéconomique et la planification.

2. PRESENTATION DE L'ENQUETE EDAM3-IS

2.1. Couverture

La troisième enquête Djiboutienne Au près des Ménages pour les Indicateurs Sociaux (EDAM3-IS) réalisée en avril 2012, a porté sur les ménages ordinaires sédentaires du pays. En d'autres termes certaines catégories de la population, pour des raisons techniques et de par leur nature, n'ont pas été couvertes par l'EDAM3-IS. Il s'agit :

- des populations expatriées non assimilées à la population locale, c'est-à-dire ne vivant pas avec la population locale;
- des ménages collectifs (casernes, internat, couvents, etc.) ;
- des diplomates et membres expatriés des organismes de coopération et institutions internationales ;
- des populations nomades ;
- des populations sans-abris ;
- des réfugiés vivant dans les camps.

Ainsi l'EDAM3-IS a couvert une population estimée de 428 593 personnes réparties dans 76 209 ménages sédentaires à travers tout le pays.

Il est à rappeler que le Recensement général de la population et de l'habitat de 2009, qui prend en compte toutes les catégories de population avait permis de dénombrer 508 005 personnes vivant dans des ménages ordinaires sédentaires.

2.2. Sources de données

L'essentiel des données servant à l'évaluation de la pauvreté provient de l'EDAM3-IS. Le questionnaire de l'EDAM3-IS se base sur ceux des précédentes enquêtes de même nom. Des modifications y ont été introduites dans le but d'améliorer la mesure de certains indicateurs et d'en calculer de nouveaux autres. Le questionnaire comprend un module "Revenus-dépenses" donnant la possibilité de mesurer le niveau de vie des populations et d'avoir des informations de qualité relatives aux caractéristiques et à la propriété du logement, au patrimoine des ménages (terres, bétail, biens durables, etc.), à l'utilisation et la satisfaction des populations dans l'usage des services sociaux et économiques de base, à l'éducation, à la santé et à l'activité économique des membres des ménages.

La base de sondage utilisée est celle du Recensement Général de la Population et de l'habitat de 2009 (RGPH 2009) constituée de zones de dénombrement (ZD). Les ZD sont des aires géographiques de 90 ménages en moyenne, bien délimitées sur le terrain et sur les cartes. Une ZD peut être constituée d'une portion de quartier, de localité, d'une localité toute entière ou d'un groupe de localités.

L'échantillonnage était à deux degrés : au 1^{er} degré, tirage des unités primaires de ZD avec probabilités proportionnelles à la taille exprimée en nombre de ménages et, au 2^{ème} degré,

tirage d'un nombre constant de ménages (unités secondaires US) qui constituaient des unités d'observation, après le renouvellement des listes des ménages dans chaque ZD échantillon.

L'échantillon était stratifié. Dix strates ont été constituées avec les cinq arrondissements de Djibouti-ville et les cinq des régions de l'intérieur du pays. Le choix d'attribuer la moitié des strates à Djibouti-ville se justifie par l'importance du poids démographique de cette ville qui abrite plus de 73% de la population couverte par l'enquête. L'EDAM3 reposait sur un échantillon de 6 205 ménages.

La définition d'un profil de pauvreté demande aussi la disponibilité de données sur la mesure de l'évolution des prix à la consommation pour la mise à jour des seuils de pauvreté. Un indice des prix à la consommation (IPC) est calculé pour Djibouti-ville.

Avertissement : les différences des totaux des pourcentages à 100%, dans certains tableaux, représentent les non déclarés.

3. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DE LA POPULATION

3.1. Population et ménage

Près de trois (3) Djiboutiens sur quatre (4) vivent dans la Capitale qui devrait recevoir beaucoup de migrants.

Il y a autant d'hommes que femmes, c'est à dire que le rapport de masculinité donne environ 100 hommes pour 100 femmes. Elles sont légèrement majoritaires à Djibouti-ville avec un niveau de 50,1% tandis que leur nombre est un peu en dessous de celui des hommes dans le reste du pays (49,9%).

Les données révèlent la jeunesse de la population djiboutienne, la structure par âge montre que 38,5% (Djibouti-ville : 36,8% et autres régions : 42,9%) de la population ont moins de 15 ans, près de 73,5% (Djibouti-ville : 73,60% et autres régions : 73,1%) ont moins de 35 ans, alors que 6,5% (Djibouti-ville : 6,0% et autres régions : 7,9%) seulement ont 55 ans et plus. Ce résultat traduit un coefficient de dépendance (rapport inactifs sur actifs) assez élevé de la population. La moyenne d'âge de la population se situe autour de 23 ans.

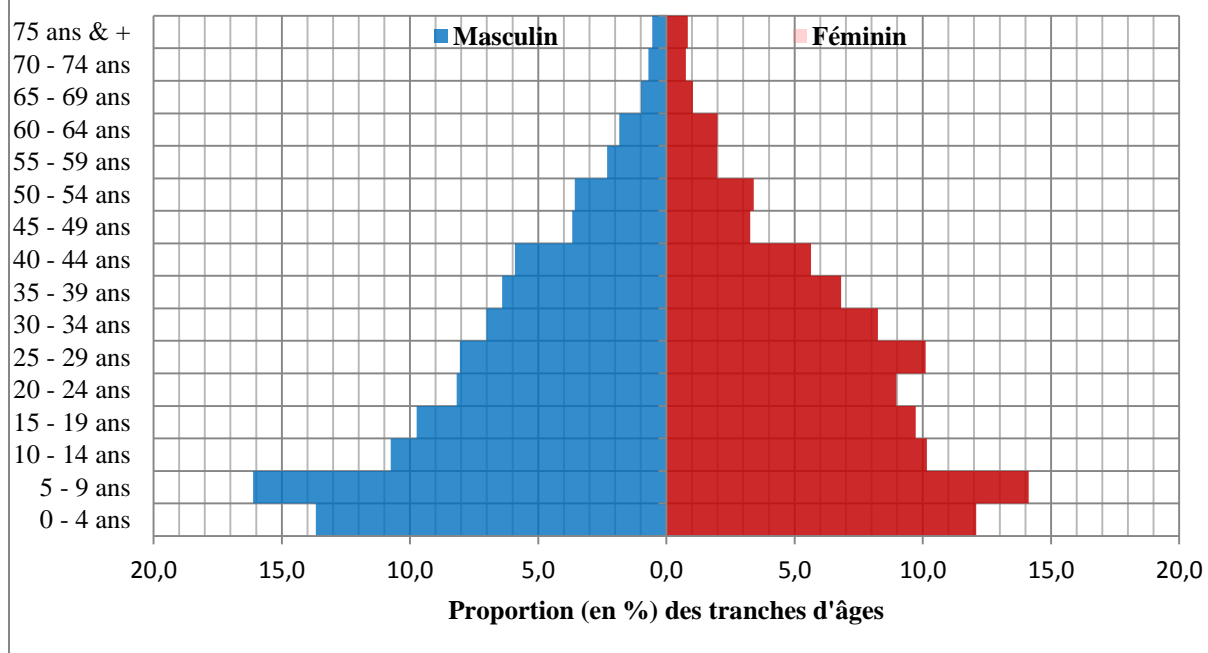
Tableau 1: Principaux indicateurs démographiques

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
Population (%)	73,1	26,7	100,0
Nombre de ménages	53 925	22 284	76 209
Nombre de femmes de 13 - 49 ans	91 924	22 284	121 427
% des femmes	58,6	51,3	56,6
Nombre d'enfants de 6 - 14 ans	42 625	18 528	95 856
Nombre de femmes dans la population totale %	50,1	49,9	50,0
Nombre de CM femmes (%)	20,4	26,0	22,0
Age moyen (années)	23,8	22,9	23,5
Age moyen des CM (années)	45,8	45,6	45,7
Taille moyenne des ménages (nombre de Personnes)	5,8	5,2	5,6

Source : EDAM3-IS/2012

La jeunesse de la population et la prédominance des femmes dont près de 57% sont en âge de procréation induisent des besoins sociaux non négligeables, notamment des tensions sur le marché de l'emploi et une forte demande dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

Pyramide des âges de la population ordinaire sédentaire - EDAM3-IS - 2012



La situation matrimoniale intéresse les personnes qui ont 12 ans et plus. Les personnes qui ne sont pas en union sont majoritaires : 48,2% de célibataires, 1,8% de divorcés/séparés et 5,0% de veuf (ve) s.

Le statut de marié est moins fréquent à Djibouti-ville où les célibataires atteignent 51% contre 40% dans les autres régions. A Djibouti-ville, 39% des personnes sont dans une union monogame contre 2,3% seulement de polygames. La polygamie est un peu plus répandue dans le reste du pays (4,1%). L'union monogame se situe globalement à 41,8% contre 3,0% de polygamie.

La population des chefs de ménages (CM) est composée majoritairement de personnes mariées. Le mariage constitue généralement un point de départ pour fonder un foyer. Ces chefs des ménages sont monogames pour 72,2% ou polygames pour 6,6%. On note également une place assez importante des veuf(ve)s avec un niveau qui est supérieur à 13% quel que soit le lieu où vit le ménage. Cette situation pourrait bien constituer un élément de vulnérabilité pour les ménages dépendant de ces personnes.

La taille moyenne est moins élevée à Djibouti que dans les pays sahéliens (plus de 10 personnes en moyenne par ménage), elle atteint le niveau de 5,6 personnes par ménage (Djibouti-ville : 5,8 personnes et autres régions : 5,2 personnes).

La répartition des ménages par taille donne plus de 61% qui ont au plus 8 personnes, un ménage sur quatre (4) environ en compte au maximum 4. Elle montre également que les ménages sont moins peuplés à Djibouti-ville que dans le reste du pays (59,9% contre 65,8% ont au plus 8 personnes).

En 2012, Djibouti compte environ 76 200 ménages ordinaires sédentaires. Ces ménages sont dirigés majoritairement par des personnes de sexe masculin (78%). Dans la capitale du pays près de 1 ménage sur 5 est sous la responsabilité d'une femme pour près d'un ménage sur 4 dans les autres régions.

Tableau 2: Répartition de la population par groupes d'âge (%)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
0 - 14 ans	36,8	42,9	38,5
15 - 24 ans	19,2	15,9	18,3
25 - 34 ans	17,6	14,3	16,7
35 - 54 ans	19,9	17,9	19,3
55 ans et +	6,0	7,9	6,5

Source : EDAM3-IS/2012

L'âge moyen des chefs des ménages est de 46 ans. Cette moyenne est constante quel que soit le milieu de résidence. La répartition des CM selon l'âge fait ressortir qu'ils sont en majorité à l'âge actif, c'est-à-dire entre 35-54 ans. Ils sont près de 56% dans l'ensemble, 59,3% à Djibouti-ville et 48,5% ailleurs. Les CM les plus jeunes (moins de 25 ans) et les plus âgés (plus de 55ans) sont relativement plus présents à l'intérieur du pays (19,6% contre 16,0% et 26,8 contre 22, 6% respectivement).

La structure géographique de la population est très déséquilibrée. La répartition au profit de la principale ville du pays est très importante avec près de 3 personnes sur 4. Dikhil et Tadjourah totalise chacun environ 7% de la population. Les autres régions n'ont pas un nombre d'habitants qui dépasse les 6% : Ali Sabieh 5,6% ; Arta 4,1% et Obock 2,8%.

3.2. Education

En ce qui concerne le niveau d'instruction, on retient que près de la moitié (49,9%) de la population adulte (15 ans et +) n'a jamais fréquenté l'école. Cette proportion atteint 7 personnes sur 10 dans les autres régions et environ plus de 4 adultes sur 10 à Djibouti-ville. A l'autre extrême, quelque 6% de ces adultes ont atteint un niveau supérieur, ce résultat est le fait du niveau relativement important de cet indicateur (7,6%) dans la principale ville (Autres régions : 1,1%).

Tableau 3 : Niveau d’instruction des adultes (15 ans et +) (%)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
Jamais scolarisé	43,6	69,1	49,9
Primaire 1	2,1	1,8	2,0
Primaire 2	12,4	9,0	11,6
Secondaire 1	18,1	11,8	16,5
Secondaire 2	15,4	6,8	13,2
Supérieur	7,6	1,1	6,0
Autres	0,2	0,2	0,2
Sans niveau	0,7	0,2	0,6

Source : EDAM3-IS/2012

Les chefs des ménages ont largement un niveau d’instruction moins élevé que celui du reste de la population. Ceux d’entre eux qui n’ont pas été à l’école représentent 61,2% au niveau national. L’écart est de 25 points de pourcentage si l’on considère les milieux de résidence : 53,8% à Djibouti-ville et 79,2% dans les autres régions. Il faut noter que 6,6% ont un niveau universitaire avec 8,9% à Djibouti-ville et 0,9% dans le reste du pays. La proportion d’analphabètes s’élève à 44,5% (Homme : 33% ; Femme : 54,6%) à Djibouti-ville et à 68,5% (Homme 58,3% ; Femme 78%) dans le reste du pays pour 50,5% pour la moyenne nationale (Homme : 39,1% ; Femme : 60,5%).

Tableau 4 : Niveau d’instruction des Chefs de Ménages (%)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
Jamais scolarisé	53,8	79,2	61,2
Primaire 1	1,2	1,2	1,2
Primaire 2	11,8	9,4	11,1
Secondaire 1	13,5	5,6	11,1
Secondaire 2	10,1	3,4	8,2
Supérieur	8,9	0,9	6,6
Autres	0,2	0,1	0,2
Sans niveau	0,6	0,1	0,4

Source : EDAM3-IS/2012

L’accessibilité d’une l’école primaire mesurée par le pourcentage de la population mettant au plus 30 minutes pour s’y rendre est élevée. La proportion se situe à 80,7% au niveau national 85,7% dans la ville de Djibouti et 74,8% dans le reste du pays. Cependant il y a un effort à faire pour atteindre une couverture universelle.

La population totale compte environ 14,2% d’enfants scolarisables (6-10 ans). Ces enfants sont actuellement pour 71,3% à l’école, 2,1% ont cessé d’y aller et 26,6% ne le jamais fréquentés. La fréquentation de l’école concerne 75,2% des enfants à Djibouti-ville et 62,3% de ceux des autres régions. En revanche la part des enfants qui ont arrêté les études reste relativement plus importante dans la capitale avec 2,4% contre 1,5% dans les autres régions.

Tableau 5 : Situation par rapport à l'école des enfants 6-10 ans (%)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
A l'école	75,2	62,3	71,3
Etudes arrêtées	2,4	1,5	2,1
Non scolarisés	22,3	36,2	26,6

Source : EDAM3-IS/2012

Le taux brut de scolarisation atteint un niveau appréciable, il se situe à 82,8% en 2012. Celui de la ville de Djibouti est supérieur à celui du reste de la population (86,8% contre 73,6%). L'écart entre les garçons et les filles est d'environ 4 points au profit des premiers quel que soit le lieu.

Tableau 6 : Taux de scolarisation à l'école primaire (6 – 10 ans) (%)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
Taux brut¹	86,8	73,6	82,8
- Garçons	88,6	75,3	84,6
- Filles	84,7	71,7	80,7
Taux net²	73,3	60,7	69,5
- Garçons	74,5	62,2	70,8
- Filles	71,9	58,9	67,9

Source : EDAM3-IS/2012

La différence entre le taux brut et le taux net de scolarisation est comprise entre 13 et 14 points quels que soient le lieu et le sexe des enfants. Le taux net des garçons reste donc toujours supérieur à celui des filles. Cette différence traduit soit une inscription tardive des enfants et/ou le redoublement des élèves. Cet aspect pourrait être lié à la qualité de l'enseignement et du suivi des élèves.

Il y a un grand nombre d'élèves qui quittent l'école avant terme. Les premières raisons ayant conduit à ces abandons viennent pour l'essentiel et par ordre importance, selon les déclarations des concernés, de la famille (aide et problèmes) (17,5%), des mauvais résultats scolaires (19,0%), de la non utilité/de l'absence d'intérêt de l'école (10,0%). Le résultat sur le manque d'intérêt de l'école est assez inquiétant, il atteint même le niveau de 22,0% hors de Djibouti-ville. Il en est de même des échecs scolaires à Djibouti-ville avec 23,2%. L'inquiétude est d'autant plus grande si l'on sait que l'investissement pour l'enseignement semble constituer une stratégie efficace de la lutte contre la pauvreté. Les autorités doivent

¹ Le taux brut de scolarisation au primaire (TBS) est le nombre total d'enfants inscrit dans le primaire, sans distinction d'âge, exprimé en pourcentage du nombre total d'enfants de 6 à 10 ans dans la population.

² Le taux net de scolarisation au primaire (TNS) est le nombre total d'enfants, âgé de 6 à 10 ans, inscrit dans le primaire, exprimé en pourcentage du nombre total d'enfants de 6 à 10 ans dans la population.

œuvrer pour que cette image de l'inutilité de l'école s'efface des esprits et pour une meilleure qualité de l'enseignement.

Cette absence d'intérêt est également un facteur qui explique la non fréquentation de l'école par les enfants (16,4%). L'absence d'extrait de naissance est aussi invoquée comme raison avec 9,3%. Ce pourcentage atteint 14,1% dans la Capitale du pays. La distance à parcourir pour aller à l'école constitue également un frein avec un niveau global de 7,2% et 14,8% dans les autres localités du pays. Les travaux à la maison empêchent la scolarisation des enfants pour 11,8% hors de Djibouti, le niveau d'ensemble est de 8,2%.

Tableau 7 : Premières raisons d'abandon de l'école des enfants de 6-10 ans (%)

	<i>Djibouti</i>	<i>Autres régions</i>	<i>Ensemble</i>
Pour aider la famille	14,7	35,8	19,6
Pour travailler	6,2	6,6	6,3
Trop âgé	2,2	4,4	2,7
Trop jeune	12,6	4,1	10,6
Fille	4,0	0,0	3,1
Apprendre un métier	4,1	13,0	6,1
Mauvais résultats scolaires	23,4	4,4	19,0
Pas intéressé /Ecole inutile	6,3	22,0	10,0
Problèmes familiaux	7,6	5,5	7,2
Pas de cantine scolaire	4,0	0,0	3,1
Ecole trop chère	1,7	0,0	1,3
Ecole trop loin	3,7	4,1	3,8
Niveau éducatif souhaité déjà atteint	2,2	0,0	1,7
Autre	7,1	0,0	5,5

Source : EDAM3-IS/2012

3.3. L'activité économique des membres des ménages

La population en âge de travailler (15 ans ou plus) compte 198 007 individus à Djibouti-ville et 65 831 dans les autres régions, soit 263 838 au total. Les proportions dans la population totale sont respectivement de 63,2%, 57,1% et 61,5%.

Le chômage³ est important dans le pays. Le taux s'établit au niveau national comme partout dans le pays autour de 26%. Dans les pays en développement, le marché de l'emploi n'est pas organisé et la recherche peut-être coûteuse ou bien les gens sont découragés. Il se trouve alors des individus qui ne cherche pas d'emploi pendant la période de référence et qui sont disponibles pour travailler. Ceux-là sont considérés comme des inactifs disponibles pour occuper un emploi. Si l'on ne tient pas compte de la condition de « recherche d'emploi » alors les taux de chômage s'établissent à : 48,4 % au niveau national, 45,2% pour Djibouti ville et 59,3% pour l'ensemble des autres régions.

³ La proportion de chômeurs dans la population active. La population active comprend les actifs occupés et les chômeurs. Les chômeurs sont les personnes qui *avaient cherché un emploi* et qui étaient *prêtes à travailler au cours des 4 semaines* précédant la date de l'entretien.

La plupart des occupés sont des travailleurs de l'Administration/service public, l'Etat est donc le premier employeur à Djibouti (41,3%). Viennent ensuite les entreprises individuelles (entreprise propre et entreprise privée d'autrui) qui emploient 25,9% des travailleurs. Les sociétés d'Etat et les entreprises privées ou d'économie mixte occupent 12,7% des employés. Le personnel domestique représente environ 7% des travailleurs.

Si l'on considère les branches d'activités, viennent dans l'ordre : les administrations publiques (41%), le « Commerce » (13,1%), les administrations privées (12,0%), les « bâtiments et travaux publics » (5,4%), les « transports et télécommunications » (5,8%) et les Ménages (6,7%). Les branches « Agriculture/Elevage/Sylviculture » et « Pêche » représentent seulement 2,7% des emplois.

Tableau 8 : Secteur d'activité

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
Administration/service public	42,0	38,1	41,3
Collectivité locale	0,9	1,0	0,9
Société d'Etat	4,5	3,7	4,3
Société privée ou d'économie mixte	9,2	4,7	8,4
Organisation non gouvernementale/ organisme à but non lucratif	0,5	0,6	0,5
Organisme international ou représentation diplomatique	2,6	0,5	2,2
Entreprise du ménage/ entreprise familiale	3,0	5,0	3,3
Entreprise propre	12,1	18,1	13,2
Ménage d'autrui	7,0	6,1	6,8
Entreprise privée d'autrui	13,8	7,8	12,7
Coopérative	0,8	1,5	1,0
Autre	3,6	13,0	5,3

Source : EDAM3-IS/2012

La majorité des occupés ont un revenu salarial (64,5%). L'activité indépendante (indépendants et tâcherons) procure un revenu pour 29,1% des employés. Les employeurs représentent moins de 5%.

3.4. Les dépenses des ménages

Il faut rappeler que la dépense totale d'un ménage comprend les dépenses de consommation finale, l'autoconsommation de produits alimentaires, le loyer imputé des ménages propriétaires de leur maison et les transferts versés.

La dépense moyenne par tête et par an est de 240 751 FDJ (1 341 709 FDJ par ménage), soit près de 20 063 FDJ (111 809 FDJ par ménage) par mois. Les ménages de la capitale du pays sont à 296 364 FDJ (1 645 075 FDJ par ménage), le reste du pays totalise 106 172 FDJ (607 588 FDJ par ménage). Les populations de la principale métropole du pays jouissent d'une dépense moyenne par tête 2,8 fois (2,7 fois pour les ménages) plus élevée que celle des populations du reste du pays.

4. L'EVALUATION DE LA PAUVRETE

L'évaluation de la pauvreté à Djibouti repose sur deux seuils de pauvreté. La méthodologie est adoptée depuis 1996. Il s'agit donc d'une mise à jour pour le niveau des seuils pour l'année 2012.

4.1. La mise à jour des seuils de pauvreté

Les seuils de la pauvreté extrême et de la pauvreté relative sont obtenus en se fondant sur la méthodologie utilisée 1996. La méthodologie utilise un panier d'aliments essentiels pour Djibouti (EDAM IS1-1996) fournissant 2115 calories par jour nécessaires pour un adulte, dont le coût avait été estimé à 100 229 FDJ par équivalent-adulte et par an, montant considéré comme étant le seuil de pauvreté extrême en 1996. En 2002 ce seuil a été actualisé en appliquant le taux d'inflation annuel et se chiffrait à 114 096 FDJ. C'est ce procédé qui a été appliqué en 2012 avec les données de l'EDAM3-IS (résultats, cf. tableau 9).

Le seuil de pauvreté relative a été déterminé comme en 1996, en utilisant la part de la dépense alimentaire sur la dépense totale du 2^{ème} quintile de Dépenses Equivalent Adultes (DEA). Cette méthode a été également appliquée pour obtenir les résultats figurant dans le tableau 9.

4.2. La description du profil de pauvreté

4.2.1. Profil général de la pauvreté

Les incidences de pauvreté sont de 41,9% pour la pauvreté extrême et de 79,4% pour la pauvreté relative. Entre 2002 et 2012, le niveau de l'extrême pauvreté est resté presque stable. En effet, il était de 42,2% en 2002. Le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de la pauvreté relative a évolué de 192 320 à 340 166 personnes entre 2002 et 2012 soit une augmentation de 77%.

Le niveau de pauvreté donne une différence importante selon que la personne vit à Djibouti-ville ou ailleurs dans le pays. Dans la capitale, l'incidence de la pauvreté a baissé passant de 34,7% à 30,6% entre 2002 et 2012. Hors de cette ville la pauvreté extrême atteint un peu plus de 7 individus sur 10, tandis que 9 personnes sur 10 sont en-dessous du seuil de pauvreté relative.

Tableau 9 : taux de Pauvreté extrême et relatif

	Pauvreté extrême			Pauvreté relative		
	Djibouti	Autres régions	Ensemble	Djibouti	Autres régions	Ensemble
Seuil 2012 (FDJ par an et par personne)	169 137			371 630		
Incidence (%) 2012	30,6	72,4	41,9	74,0	94,1	79,4
Nombre estimé de pauvres 2012	96 051	83 335	179 386	231 823	108 342	340 166
Seuil de 2002(FDJ par an et par personne)	114 096			194 205		
Incidence (%) 2002	34,7		42,2	69,3		74,0
Nombre estimé de pauvres 2002			109 184			192 320

Source : EDAM3-IS/2012

La répartition de la population pauvre ne suit pas celle la population totale. En fait, Djibouti-ville qui concentre l'essentiel de la population du pays (73%) contribue à 53,5% dans l'extrême pauvreté et à 68,1% dans la pauvreté relative. La principale métropole contribue donc moins que son poids dans le phénomène.

Tableau 10 : Incidence de Pauvreté extrême et relatif par régions (effectif et %)

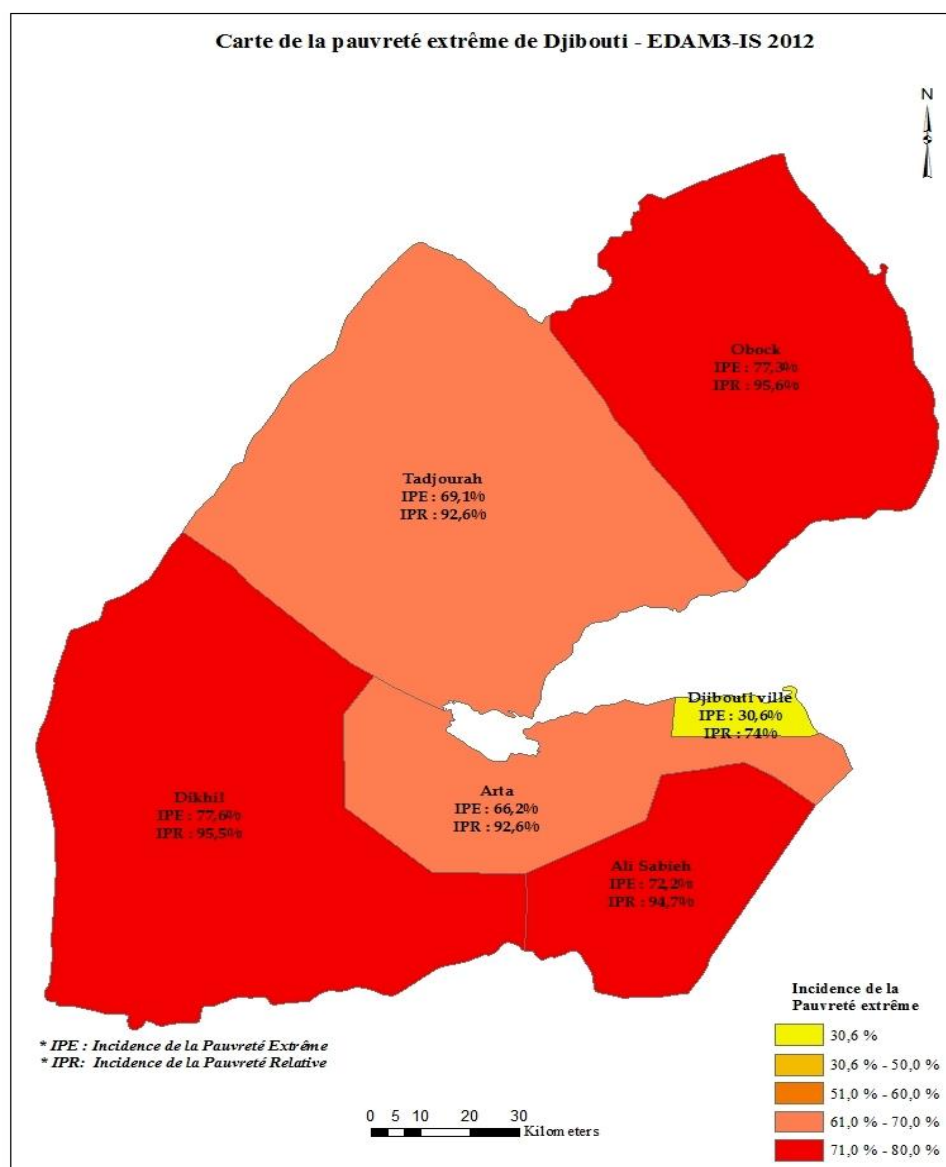
	Pauvreté Extrême		Pauvreté relative	
	effectif	%	effectif	%
Djibouti	96 051	30,6	231 823	74,0
Ali Sabieh	17 272	72,2	22 655	94,7
Dikhil	23 552	77,6	28 980	95,5
Tadjourah	21 817	69,1	29 234	92,6
Obock	9 153	77,3	11 322	95,6
Arta	11 540	66,2	16 152	92,6
Ensemble du pays	179 385	41,9	340 166	79,4

Source : EDAM3-IS/2012

Le classement des régions administratives selon l'incidence de pauvreté et la contribution de chacune dans la pauvreté extrême au niveau national établit l'ordre suivant : Dikhil (77,6% et 13,1%), Obock (77,3% et 5,1%), Ali Sabieh (72,2% et 9,6%), Tadjourah (69,1% et 12,2%) Arta (66,2% et 6,4%).

La pauvreté relative ne perturbe pas cet ordre déjà établi, il y a une inversion des rangs des 2 premiers et les 2 derniers ont la même incidence et viennent après la même circonscription administrative qui reste à la 3^{ème} position.

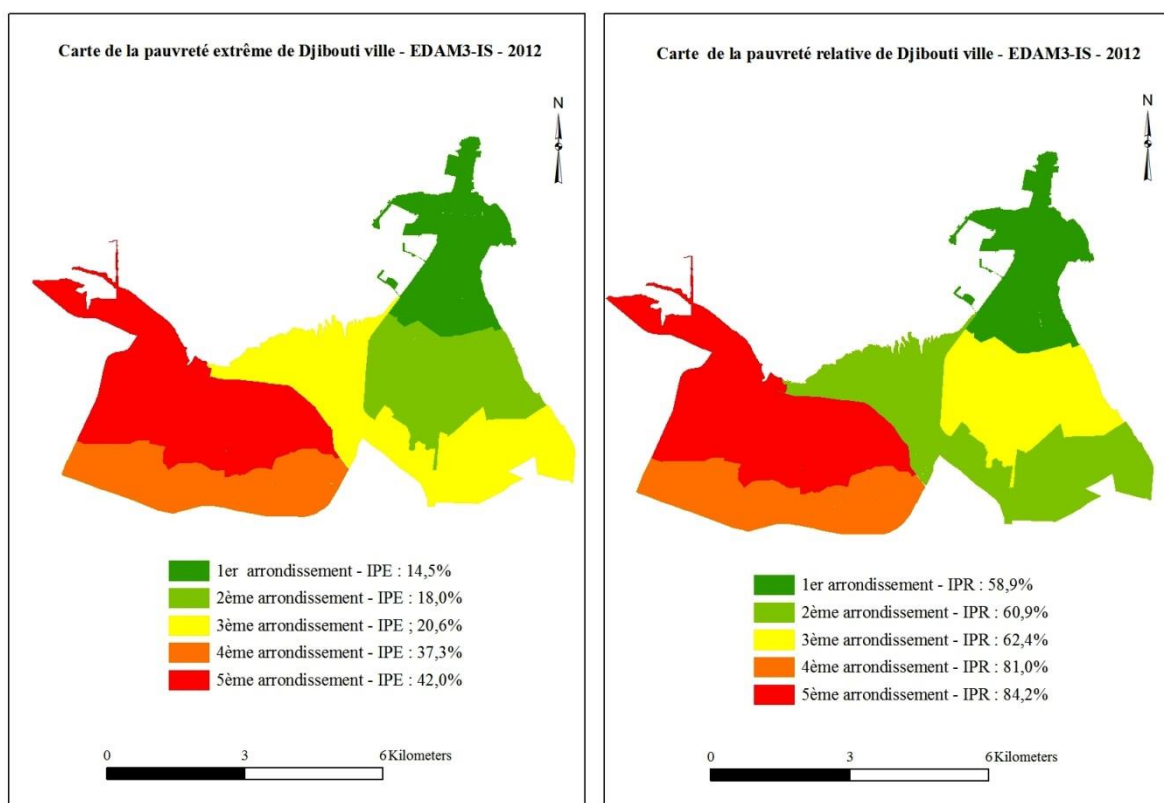
On remarque dans ce classement par niveau de pauvreté que Djibouti-ville qui compte relativement moins de pauvres dans sa population contribue plus que toutes les autres entités administratives du pays à ce phénomène.



Source: DISED - Septembre 2012

4.2.2. Profil de la pauvreté à Djibouti ville

Le poids démographique et économique de Djibouti ville dans le pays ainsi les différents groupes socioéconomiques qui la composent nécessite une analyse du profil de la pauvreté par arrondissement.



En dressant une carte de la pauvreté de Djibouti ville à partir des données de l'EDAM3-IS on voit clairement apparaître une localisation spatiale très marquée de la pauvreté entre les cinq arrondissements de la ville sur le même schéma que celui de 2002 avec EDAM2-IS :

- d'un côté, les deux arrondissements les plus peuplés, avec 70,0 % (229 621 sur 327 873 habitants) de la population de Djibouti ville, ont les taux de pauvreté les plus élevés : 37,3% d'incidence de pauvreté et 81,1% d'incidence de pauvreté relative au 4^{ème} arrondissement. Au 5^{ème} arrondissement, ces incidences sont respectivement 42,0% et de 84,2%.

Même si l'incidence de la pauvreté extrême a bien baissé par rapport à son niveau de 2002 (tableau 11) dans ces deux arrondissements, la concentration des pauvres y demeure très forte car ils contribuent à eux seuls à 77,3% de la pauvreté extrême et à 67,0% de la pauvreté relative de l'ensemble de la ville en 2012.

- de l'autre côté, le 1^{er} arrondissement qui abrite aussi les vieux quartiers résidentiels et beaucoup moins peuplé avec 7,8% (25 566 sur 327 873 habitants) a une incidence de pauvreté extrême de 14,5% et une incidence de pauvreté relative de 58,9%. Sa contribution à la pauvreté extrême et à la pauvreté relative totale de la ville sont de 5,4% et de 8,9%.
- entre ces deux extrêmes, se situent le 2^{ème} arrondissement et le 3^{ème} qui abritent la plus part des cités et des nouveaux quartiers résidentiels. Le niveau de la pauvreté extrême

y est de 18,0% pour le 2^{ème} arrondissement et de 20,6% pour le 3^{ème} arrondissement. Les incidences de la pauvreté relative y sont respectivement de 62,4% et de 60,9%.

Leur contribution à la pauvreté extrême et à la pauvreté relative totale de la ville sont de 17,5 % et de 24,1 %.

Tableau 11 : Incidence de Pauvreté extrême et relatif par régions (effectif et %)

	Pauvreté Extrême			Pauvreté relative		
	effectif (2012)	% (2012)	% (2002)	effectif (2012)	% (2012)	% (2002)
Arrondissement 1	5 034	14,5	11,7	20532	58,9	43,4
Arrondissement 2	11 814	18,0	23,1	41 035	62,4	63,3
Arrondissement 3	5 005	20,6	27,6	14 832	60,9	60,9
Arrondissement 4	39 116	37,3	56,3	85 044	81,0	86,1
Arrondissement 5	35 081	42,0	45,1	70 380	84,2	78,8
Djibouti-Ville	96 050	30,6	34,7	231 823	74,0	69,3

Source : EDAM3-IS/2012

4.2.3. Pauvreté et genre

4.2.3.1. Pauvreté et sexe du Chef du Ménage

La pauvreté extrême atteint la même proportion d'individus vivant aussi bien sous le toit d'homme que d'une femme (41,8% et 41,9% respectivement). La proportion de personnes résidant dans un ménage dont le chef est une femme est 18,4%. Ces ménages de femmes ont le même poids dans le groupe des personnes pauvres que dans la population totale.

L'incidence de la pauvreté relative dans les ménages d'un CM femme est 65,3% contre 70,3% chez les CM hommes. La fréquence est plus grande chez les hommes dont les ménages contribuent à hauteur de 81,6% (88,0% en 2002) soit près de leur part (86,1% en 2002) dans la population totale.

Selon le milieu de résidence, la pauvreté est toujours plus fréquente dans les ménages dirigés par une personne de sexe masculin. A Djibouti-ville, les contributions de ces ménages au phénomène sont inférieures à leur poids dans la population totale. Dans les autres régions les parts dans la population et les contributions sont assez proches.

4.2.3.2. Pauvreté et sexe des membres du ménage

La structure par sexe chez les pauvres est dans l'ensemble proche de celle la population totale. Il faut indiquer que le rapport est à l'unité c'est-à-dire un homme-une femme quel que soit le lieu de résidence.

Tableau 12 : Pauvreté et sexe des membres du ménage

	Djibouti		Autres villes		Ensemble	
	Pauvre extrême	Pauvreté relative	Pauvre extrême	Pauvreté relative	Pauvre extrême	Pauvreté relative
Masculin	51,6	50,1	49,9	50,2	50,8	50,1
Féminin	48,4	49,9	50,1	49,8	49,2	49,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : EDAM3-IS/2012

Les deux résultats sur genre et pauvreté indiquent qu'il y a une sorte de *“parité”* dans la pauvreté à Djibouti. Les ménages des hommes et des femmes sont relativement touchés de la même manière et il existe proportionnellement autant d'hommes pauvres que de femmes pauvres dans la population.

4.2.4. Pauvreté et âge du chef de ménage

Au niveau national, les incidences de pauvreté (extrême comme relative) augmentent avec l'âge du CM. Si l'on sépare la capitale des autres régions, les résultats indiquent une situation légèrement défavorable pour les CM à l'âge actif (35-54 ans). Les incidences sont assez proches dans les autres régions au moment où les ménages des moins jeunes ont moins de 8 à 10 points par rapport à ceux des aînés.

Les contributions des CM les plus âgés parmi les pauvres dépassent toujours leur poids dans la population.

Tableau 13 : Pauvreté extrême et âge du Chef du Ménage

	Djibouti		Autres régions		Ensemble	
	% de pauvres	Répartition des pauvres (%)	% de pauvres	Répartition des pauvres (%)	% de pauvres	Répartition des pauvres (%)
Moins de 25 ans	83	0,8	95,9	2,1	89,5	1,2
25 - 34 ans	64,3	10,4	91,5	16,1	73,5	12,2
35 - 54 ans	74,8	63,2	94,7	51,9	79,5	59,6
55 ans ou plus	76,4	24,5	94,3	27,6	81,8	25,5

Source : EDAM3-IS/2012

4.2.5. Pauvreté et éducation

4.2.5.1. Pauvreté et niveau d'instruction du CM

Le niveau de pauvreté décroît, globalement, avec le niveau d'instruction du CM. Ce résultat était observé dans beaucoup de pays d'Afrique. Il n'y a pas plus de 7% de pauvres dans les ménages dont le chef a un niveau de l'enseignement supérieur, contrairement à leur homologues qui n'ont pas été à l'école et dont les ménages des incidences de pauvreté

extrême de 55,3% au niveau national (41,6% à Djibouti-ville et 81,1% dans les autres régions). Dans la pauvreté relative, le rapport des incidences de ces types de ménage est de plus de 4.

Tableau 14 : pauvreté extrême et Niveau d’instruction des Chefs des Ménages (%)

	Pauvre extrême	Non pauvre extrême	Ensemble
Jamais scolarisé	82,1	48,8	61,2
Primaire 1	1,3	1,2	1,2
Primaire 2	8,0	12,9	11,1
Secondaire 1	5,8	14,4	11,1
Secondaire 2	1,8	12,1	8,2
Supérieur	0,5	10,3	6,6
Autres	0,2	0,2	0,2
Sans niveau	0,4	0,5	0,4

Source : EDAM3-IS/2012

4.2.5.2. Pauvreté et situation par rapport à l’école des enfants de 7-10 ans des ménages pauvres

Il importe de constater que la situation des enfants des ménages pauvres, à travers le taux brut et le taux net de scolarisation est moins bonne que celle des enfants de l’ensemble du pays et quel que soit leur lieu de résidence. Les ménages pauvres ont relativement moins d’enfants à l’école. L’écart par rapport à la moyenne est d’environ 11 points de pourcentage. Dans l’extrême pauvreté, cet écart est de 18 points (14 points à Djibouti-ville et 13 points dans les autres régions). Moins d’enfants à l’école est synonyme naturellement de plus d’enfants qui abandonnent et plus d’enfants non-inscrits à l’école.

Tableau 15: Pauvreté extrême et taux de scolarisation

		Djibouti-Ville		Autres régions		Ensemble	
		Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net
Non pauvre “extrême”	Garçon	92,5	79,9	83,5	70,3	91,2	78,6
	Fille	90,4	77,8	83,4	72,4	89,5	77,1
	Ensemble	91,6	79	83,4	71,3	90,4	77,9
Pauvre	Garçon	80,9	63,7	72,6	59,6	76,8	61,7
	Fille	73,9	60,8	68,2	54,8	71	57,8
	Ensemble	77,6	62,4	70,5	57,3	74,1	59,9
Ensemble	Garçon	88,6	74,5	75,3	62,2	84,6	70,8
	Fille	84,7	71,9	71,7	58,9	80,7	67,9
	Ensemble	86,8	73,3	73,6	60,7	82,8	69,5

Source: EDAM3-IS/2012

Tableau 16 : Pauvreté relative et taux de scolarisation

		Djibouti-Ville		Autres régions		Ensemble	
		Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net
Non pauvre	Garçon	92,5	79,3	86,9	72,6	92	78,7
	Fille	89,1	79,6	81,4	64,8	88,3	78,2
	Ensemble	91	79,4	84,3	68,8	90,4	78,5
Pauvre	Garçon	87,5	73,2	74,7	61,7	83,1	69,3
	Fille	83,6	70	71,2	58,6	79,3	66
	Ensemble	85,7	71,7	73,1	60,3	81,3	67,7
Ensemble	Garçon	88,6	74,5	75,3	62,2	84,6	70,8
	Fille	84,7	71,9	71,7	58,9	80,7	67,9
	Ensemble	86,8	73,3	73,6	60,7	82,8	69,5

Source: EDAM3-IS/2012

4.2.6. Pauvreté et taille du ménage

Les incidences de la pauvreté augmentent avec la taille du ménage quel que soit le seuil choisi et le milieu de résidence, 58,3% (27,4% pour la pauvreté extrême) des personnes des ménages de moins de 5 membres sont pauvres alors cette proportion est de plus 89,0% (+ de 52,0% pour la pauvreté extrême) pour les ménages de plus de 12 personnes. Les ménages de grande taille (+ de 9 personnes) abritent relativement plus de pauvres que leur part dans la population totale.

Tableau 17 : Pauvreté extrême et taille du Ménage

	Djibouti		Autres régions		Ensemble	
	% de pauvres	Répartition des pauvres (%)	% de pauvres	Répartition des pauvres (%)	% de pauvres	Répartition des pauvres (%)
1 - 4 personnes	12,9	4,6	58,7	11,2	27,4	7,6
5 - 8 personnes	21,6	22,1	70,6	33,6	35,7	27,5
9 - 12 personnes	33,6	36,0	75,4	31,6	44,2	33,9
13 - 16 personnes	45,3	26,6	76,6	16,5	52,8	21,9
17 personnes ou +	48,0	10,7	88,0	7,1	57,6	9,0

Source: EDAM3-IS/20

4.2.7. Pauvreté et groupes socio-économiques du CM

Le phénomène de la pauvreté divise les groupes socio-économiques (GSE) en deux ensembles par rapport à l'incidence moyenne nationale ou locale. Il y a, d'une part, les salariés (des services public et privé et des organisations) et les employeurs qui ont une source de revenu régulière, et les indépendants, les autres employés, les chômeurs et les inactifs d'autre part.

Les éléments du second groupe ne disposent pas ou dépendent d'un revenu plus ou moins aléatoire. Le premier groupe a des incidences qui sont inférieures à la moyenne, contrairement au second groupe.

Dans le premier groupe, les ménages des salariés du secteur privé sont relativement plus touchés que ceux des autres. Parmi les éléments du second groupe émarginent les ménages des retraités dont le chef bénéficie d'un revenu régulier même s'il peut être insuffisant par rapport aux charges. Les chômeurs ayant une expérience et les indépendants viennent après avec des incidences très proches.

Les ménages des GSE qui contribuent les plus à la pauvreté sont les salariés du secteur public, les indépendants et les autres inactifs. Les ménages du premier ensemble contribuent pour moins que leur poids dans la population.

Tableau 18 : Incidences de la pauvreté selon la catégorie Socioprofessionnelle du Chef du Ménage

	Pauvre extrême	Pauvre relative
Salarié serv. public	20,3	59,7
Salarié sect. privé	23,2	62,0
Salarié des organisations	13,5	47,3
Indépendant/Tâcheron	47,5	85,2
Employeur	21,6	64,3
Autre employé	64,6	95,9
Chômeur ayant déjà travaillé	47,7	83,5
Chômeur n'ayant jamais travaillé	55,0	88,1
Retraité	33,3	68,8
Autre inactif	53,3	84,7
n.d.	41,3	78,6

Source: EDAM3-IS/20

Tableau 19: Répartition des pauvres selon la catégorie Socioprofessionnelle du Chef du Ménage

	Pauvre extrême	Pauvre relative
Salarié serv. public	12,7	19,1
Salarié sect. privé	7,0	9,5
Salarié des organisations	0,5	0,9
Indépendant/Tâcheron	24,4	22,3
Employeur	1,5	2,3
Autre employé	1,0	0,8
Chômeur ayant déjà travaillé	2,8	2,5
Chômeur n'ayant jamais travaillé	5,5	4,5
Retraité	4,4	4,6
Autre inactif	35,5	28,9
n.d.	4,8	4,7
Total	100,0	100,0

Source: EDAM3-IS/20

ANNEXES

CARACTERISTIQUES DE L'HABITAT

Tableau 20 : type de logement (%)

type de logement	Djibouti	Reste du pays	Ensemble du Pays
Maison ordinaire	78,6	38,1	66,7
Appartement dans un immeuble	3,1	0,8	2,4
Villa simple	4,7	1,6	3,8
Villa avec étage (Duplex)	1,9	0,1	1,4
Locaux collectifs	2,7	0,6	2,0
Toukoul / tente / kaôlo	3,8	53,9	18,4
Habitat spontané	5,0	4,0	4,7
Autres	0,3	0,9	0,5

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 21 : type de matériaux de construction des murs extérieurs(%)

	Djibouti	Reste du pays	Ensemble du pays
Briques adobes en ciment Bois/Planche	25,9	18,3	23,7
Briques et Bois	18,5	11,8	16,5
Tôle et bois/ Toile	42,3	16,1	34,6
Pierre/madrépores	3,1	10,0	5,1
Briques cuites	1,1	0,5	0,9
Paille	0,2	22,8	6,8
Argile	0,0	0,1	0,0
Matériaux de récupération	9,0	7,2	8,5
Autre	0,1	13,2	3,9

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 22 : matériaux utilisés pour la toiture (%)

	Djibouti	Reste du pays	Ensemble du pays
Tôle	71,2	37,2	61,3
Bois	14,7	19,0	16,0
Béton	11,0	6,1	9,6
Paille	1,8	29,8	10,0
Tuile	0,6	1,4	0,8
Autre	0,7	6,5	2,4

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 23 : Statut d'occupation (%)

	Djibouti	Reste du pays	Ensemble du pays
Propriétaire avec titre foncier	24,3	22,5	23,8
Propriétaire avec permis d'occupation provisoire	30,2	14,3	25,6
Propriétaire sans statut	10,1	41,8	19,4
Co- Propriétaire	0,5	0,9	0,6
Locataire simple	22,8	6,2	18,0
Location-vente	4,2	0,4	3,1
Sous-location	1,6	0,5	1,3
Logement gratuit	3,7	2,8	3,4
Logement de fonction	1,2	1,9	1,4
Campement temporaire	1,2	6,7	2,8
Autre	0,1	2,0	0,7

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 24 : Principal combustible utilisé pour la cuisine (%)

principal combustible utilisé pour la cuisine	Djibouti	Reste du pays	Ensemble du pays
Electricité	6,1	4,0	5,5
Pétrole lampant (kérosène)	78,3	18,0	60,6
Gaz butane	3,2	1,2	2,6
Bois	2,1	55,2	17,6
Charbon de Bois	8,4	18,9	11,5
Non concerné	1,9	2,7	2,1

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 25 : Principal source d'énergie pour l'éclairage (%)

	Djibouti	Reste du pays	Ensemble du pays
Electricité (EDD)	64,3	19,1	51,1
Pétrole lampant	24,8	24,3	24,7
Groupe électrogène	0,1	0,7	0,3
Panneau solaire	0,4	4,4	1,6
Bois	0,6	14,6	4,7
Bougie	2,5	4,6	3,1
Aucun éclairage	5,6	19,4	9,6
Autres	1,6	12,9	4,9

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 26 : Principale source d'eau potable (%)

	Djibouti	Reste du pays	Ensemble du pays
Eau courante (branchement intérieur ONED)	32,3	11,8	26,3
Branchement extérieur ONED, par tuyau	52,0	14,2	40,9
Fontaine publique	8,9	24,8	13,6
Camion de citerne(Vendeur)	5,2	2,1	4,3
Forage (puis avec pompe)	0,0	12,5	3,7
Puits sans pompe	0,3	8,3	2,6
Puits traditionnel	0,3	19,1	5,8
Rivière/cours d'eau/eau de pluie	0,0	5,2	1,5
Autre	1,0	2,0	1,3

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 27 : Type de toilettes (%)

	Djibouti	Reste du pays	Ensemble du pays
WC avec chasse d'eau	12,2	7,1	10,7
Latrines améliorées	13,8	5,5	11,3
Latrine simple	44,8	21,5	38,0
Trou dans le sol avec clôture rudimentaire	26,1	21,2	24,7
Dans la nature	3,1	44,7	15,3

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 28 : Evacuation des ordures (%)

	Djibouti	Reste du pays	Ensemble du pays
Collecteur d'ordures	40,2	13,6	32,4
Déposées dans un endroit spécial	34,1	32,1	33,5
Brûlées	5,2	19,2	9,3
Enterrées	0,5	0,7	0,6
Jetées dans la rue	19,4	30,9	22,7
Autre	0,6	3,4	1,4

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 29 : Evacuation des eaux usées (%)

	Djibouti	Reste du pays	Ensemble du pays
Réseau assainissement public	21,9	3,5	16,5
Puits couvert ou fosse	19,3	8,5	16,2
Dans la rue ou dans la nature	57,9	83,5	65,4
Autres	0,8	4,4	1,9

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 30 : Taux de possession de certains biens (%)

	Djibouti	Reste du pays	Ensemble du pays
téléphone fixe	14,8	9,8	13,4
Internet	10,8	1,0	7,9
Téléphone portable	72,3	30,0	59,9
Ordinateur	21,2	3,9	16,2
Radio	40,2	22,8	35,1
Téléviseur	53,7	14,5	42,2
Chaine musicale	13,6	5,2	11,1
Antenne parabolique	47,3	9,9	36,4
Frigo	43,4	7,6	32,9
Cuisinière/réchaud à gaz	38,6	6,9	29,3
clim	21,3	2,7	15,9
machine à laver	5,1	0,2	3,7
four micro-onde	3,0	0,3	2,2
mixeur	11,4	2,0	8,6
suppresseur	4,9	0,4	3,6
Véhicule à usage privé	8,0	1,1	6,0
moto	1,5	0,2	1,1
Bicyclette	1,4	0,5	1,1
Terrain d'habitation	4,4	5,1	4,6
Maison	11,9	12,0	11,9
Terre agricole	0,5	5,5	2,0

Source : EDAM3-IS/2012

CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES

Tableau 31 : Répartition des Chef de ménage par classe d'âge (%)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
Moins de 25 ans	1,2	3,1	1,7
25 - 34 ans	16,0	19,6	17,0
35 – 54 ans	59,3	48,4	56,1
55 ans et plus	22,6	26,8	23,8

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 32 : Répartition de la population (12 ans ou +) selon la situation matrimoniale (%)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
Célibataire	50,9	39,9	48,2
Marié monogame	39,3	49,3	41,8
Marié polygame	2,6	4,1	3,0
Veuf (ve)	5,0	5,2	5,0
Divorcé(e)	1,9	1,4	1,8
Autre	0,3	0,1	0,3

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 33 : Répartition des Chef des ménages selon la situation matrimoniale (%)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
Célibataire	4,1	2,4	3,6
Marié monogame	72,2	74,3	72,8
Marié polygame	6,2	7,6	6,6
Veuf (ve)	14,0	13,2	13,7
Divorcé(e)	3,4	2,4	3,1
Autre	0,1	0,1	0,1

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 34 : répartition des ménages selon la taille (%)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
1 - 4 personnes	24,0	28,5	25,3
5 - 8 personnes	35,9	37,3	36,3
9 - 12 personnes	26,1	22,8	25,1
13 – 16 personnes	11,0	8,8	10,3
17 personnes ou +	3,2	2,5	3,0

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 35 : répartition de la population par région (%)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
Djibouti	73,1		73,1
Ali Sabieh		5,6	5,6
Dikhil		7,1	7,1
Tadjourah		7,4	7,4
Obock		2,8	2,8
Arta		4,1	4,1
TOTAL	73,1	26,9	100,0

Source : EDAM3-IS/2012

EDUCATION

Tableau 36 : Situation par rapport à l'école des enfants 6-10 ans (%)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
A l'école	75,2	62,3	71,3
Etudes arrêtées	2,4	1,5	2,1
Non scolarisées	22,3	36,2	26,6

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 37 : Taux de scolarisation à l'école primaire (6 – 10 ans) (%)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
Taux brut	86,8	73,6	82,8
- Garçons	88,6	75,3	84,6
- Filles	84,7	71,7	80,7
Taux net	73,3	60,7	69,5
- Garçons	74,5	62,2	70,8
- Filles	71,9	58,9	67,9

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 38 : Premières raisons d'abandon de l'école des enfants de 6-10 ans (%)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
Pour aider la famille	14,7	35,8	19,6
Pour travailler	6,2	6,6	6,3
Trop âgé	2,2	4,4	2,7
Trop jeune	12,6	4,1	10,6
Fille	4,0	0,0	3,1
Apprendre un métier	4,1	13,0	6,1
Mauvais résultats scolaires	23,4	4,4	19,0
Pas intéressé /Ecole inutile	6,3	22,0	10,0
Problèmes familiaux	7,6	5,5	7,2
Pas de cantine scolaire	4,0	0,0	3,1
Ecole trop cher	1,7	0,0	1,3
Ecole trop loin	3,7	4,1	3,8
Niveau éducatif souhaité déjà atteint	2,2	0,0	1,7
Autre	7,1	0,0	5,5

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 39 : Premières raisons de non fréquentation de l'école des enfants de 6-10 ans (%)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
Pour aider la famille	5,1	11,8	8,2
Pour travailler	2,3	1,5	1,9
Trop âgé	2,3	1,3	1,8
Trop jeune	45,5	26,8	36,8
Fille	2,8	1,9	2,4
Pas intéressé /Ecole inutile	9,7	24,1	16,4
Pas d'extrait de naissance	14,1	3,7	9,3
Pas de cantine scolaire	2,3	2,3	2,3
Ecole trop cher	7,3	1,1	4,4
Ecole trop loin	0,6	14,8	7,2
Maladie/handicap	2,1	1,6	1,8
Mariage/Grossesse	0,4	0,3	0,3
Pas inscrit par manque de place	1,8	2,1	2,0
Autre	3,6	6,7	5,0

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 40 : Alphabétisation des adultes (15 ans ou +)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
Taux d'alphabétisation	55,5	31,5	49,5
- Homme	66,3	41,7	60,1
- Femme	45,4	22,0	39,5

Source : EDAM3-IS/2012

EMPLOI

Le questionnaire EDAM 3 comportait un module de 34 variables sur l'emploi. Ce qui nous permet d'avoir des informations fiables et conformes aux définitions internationales concernant les indicateurs de l'emploi. Ainsi concernant la population active et le taux de chômage deux définitions ont été appliquées :

Définition 1 :

Population active : population de 15ans ou plus ayant un emploi ou au chômage,

Chômeur : tout actif disponible n'ayant pas un emploi et étant à la recherche d'un emploi,

Taux de chômage : nombre de chômeurs rapporté à la population active,

Définition 2:

Population active : population de 15ans ou plus ayant un emploi ou au chômage,

Chômeur : tout actif disponible n'ayant pas un emploi et étant ou pas à la recherche d'un emploi,

Taux de chômage : nombre de chômeurs rapporté à la population active,

Lors du recensement nous avons considéré les définitions suivantes :

Population active = population de 16 ans révolus à 60 ans révolus (ANEFIP)

Chômeur = tout actif ayant déclaré être chômeur au moment de l'interview

Taux de chômage = nombre de chômeurs rapporté à la population active

Il faut noter que les individus se déclarait chômeur, inactif ou occupé tandis que dans l'EDAM3 –IS, ces informations sont obtenus à partir des questions sur l'activité, la disponibilité recherche d'un travail pour les sans-emploi.

Tableau 41 : Statut dans l'activité des personnes de 15 ans et + (%)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
Actif occupé	30,8	20,1	28,2
Chômeur	10,7	7,0	9,8
Inactif	58,5	72,9	62,1

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 42 : Statut dans l'activité des personnes de 15 ans et + (%)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
Actif occupé	22,4	13,8	20,2
Chômeur	19,3	22,3	20,1
Inactif	58,3	63,8	59,7

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 43 : Taux de chômage et d'activité de 15 ans et + (%)

		Djibouti	Autres régions	Ensemble
Définition 1	Population de 15 ans et +			
	Taux d'activité des personnes de 15 ans et + (%)	41,5	27,1	37,9
	Taux de chômage de 15 ans et + (%)	25,7	25,8	25,7
Définition 2	Population de 15 ans et +			
	Taux d'activité des personnes de 15 ans et + (%)	41,7	36,2	40,3
	Taux de chômage de 15 ans et + (%)	45,2	59,3	48,4

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 44 : Statut dans l'activité des personnes de 15 ans et +

	Djibouti	Ali Sabieh	Dikhil	Tadjourah	Obock	Arta	Ensemble du Pays
Occupé	30,8	23,9	16,8	17,7	22,9	23,4	28,2
Chômeur	25,5	24,6	24,7	33,3	31,5	35,4	26,4
Inactif	43,7	51,4	58,5	49,0	45,6	41,2	45,4

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 45 : Taux de chômage et d'activité de 15 ans et + par regions (%)

	Djibouti	Ali Sabieh	Dikhil	Tadjourah	Obock	Arta	Ensemble du Pays
Taux d'activité des personnes de 15 ans et + (%)	56,3	48,6	41,5	51,0	54,4	58,8	54,6
Taux de chômage de 15 ans et + (%)	45,2	50,7	59,4	65,3	57,9	60,1	48,4

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 46 : Statut dans l'emploi (%)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
Employeur	4,7	5,1	4,7
Indépendant	13,4	22,0	14,9
Tâcheron	13,7	16,2	14,2
Salarié	66,9	53,4	64,5
Apprenti/stagiaire	0,5	0,6	0,5
Aide familiale	0,4	1,1	0,5
Autre	0,4	1,5	0,6
n.d.	0,0	0,0	0,0

Source : EDAM3-IS/2012

Tableau 47 : Branche d'activité (CM)

	Djibouti	Autres régions	Ensemble
Agriculture/élevage et forêt	0,6	6,1	1,6
Pêche	0,6	1,1	0,7
Extraction	0,3	0,1	0,3
Fabrication produits alimentaires, boissons et tabacs	2,5	3,6	2,7
Branches manufacturières	0,6	0,8	0,7
Eau, électricité et gaz	1,5	1,6	1,5
Bâtiments et travaux publics	5,5	5,0	5,4
Commerce	12,4	16,4	13,1
Restaurants et hôtels	2,1	0,8	1,9
Transport et communications	6,6	2,5	5,8
Banques, assurances et autres établissements financiers	2,2	1,6	2,1
Autres branches marchandes	1,9	5,5	2,5
Services domestiques	6,6	7,0	6,7
Administrations publiques	41,6	38,5	41,0
Administrations privées	13,1	7,0	12,0
Organisations internationales, ambassades et consulats	1,6	0,9	1,4
Autre	0,3	1,6	0,6

Source : EDAM3-IS/2012

PAUVRETE

*Le seuil de pauvreté extrême en 2012 est déterminé suivant la même méthodologie qu'en 1996 et 2002, en utilisant le même panier d'aliments essentiels pour Djibouti (EDAM IS1-1996) fournissant 2115 calories par jour nécessaires pour un adulte, dont le coût a été estimé à **100229 FDJ** par équivalent-adulte et par an, montant considéré comme étant le seuil de pauvreté extrême en 1996 et à **114096 FDJ** en 2002 . En 2012 ce seuil a été actualisé en appliquant le taux d'inflation annuel et se chiffre à **169 137 FDJ**.*

*Le seuil de pauvreté relative a été déterminé comme en 1996 et 2002, en utilisant la part de la dépense alimentaire sur la dépense totale du 2^{ème} quintile de DEA, ce qui donne un montant de **371 630 FDJ** (contre **21 6495 FDJ** en 1996 et **19 8229 FDJ** en 2002). Cette Différence significative s'explique par le changement de la structure de consommation de ménages et à l'effet de l'inflation qui a été très forte ces dernières années.*

Il faut noter que le taux de pauvreté extrême et relative n'ont pas beaucoup bougé, par rapport à 2002, en valeurs relative cependant en valeurs absolues (nombre pauvres extrêmes et relatives) la pauvreté a gagné du terrain ont explosé.

Tableau 48 : incidence de la pauvreté auprès des ménages et des individus

	Pauvreté extrême		Pauvreté relative	
	Ménages	Individus	Ménages	Individus
Pourcentage	38	41,9	74,3	79,4
effectifs	28 959	179 580	56 623	340 303

Source: EDAM3-IS/2012

Tableau 49 : Taux de pauvreté selon la zone de résidence et le sexe (%)

	Djibouti		Reste du pays		Ensemble du Pays	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Pauvreté extrême	31,10	28,40	72,70	71,30	41,80	41,90
Pauvreté relative	73,30	76,90	93,80	95,10	78,60	82,60

Source: EDAM3-IS/2012

COMPARAISON PAUVRES / NON PAUVRES EXTREME

Tableau 50 : Structure des dépenses moyennes par ménage et par an

	FDJ			% des dépenses totales		
	Pauvres	Non pauvres	Ensemble	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Alimentation	288 911	698 543	542 977	55,85	38,24	40,84
Habillement	14 707	43 440	32 528	2,84	2,38	2,45
Logement	150 441	689 525	484 797	29,08	37,75	36,47
Ameublement	15 434	89 969	61 663	2,98	4,93	4,64
Santé	3 152	22 435	15 112	0,61	1,23	1,14
Transport	9 618	88 524	58 558	1,86	4,85	4,40
Communication	8 635	73 338	48 766	1,67	4,02	3,67
Loisir et culture	629	18 114	11 474	0,12	0,99	0,86
Enseignement	20 189	85 794	60 879	3,90	4,70	4,58
Bien et service divers	5 577	16 923	12 615	1,08	0,93	0,95
Total	517 294	1 826 606	1 329 368	100,00	100,00	100,00

Tableau 51 : comparaison entre les pauvres et les non pauvres extrêmes

	Pauvre extrême	Non pauvre extrême	Ensemble
Situation par rapport à l'école des enfants 6-10 ans (%)			
A l'école	61,5	80,0	71,3
Etudes arrêtées	2,9	1,5	2,1
Non scolarisées	35,7	18,6	26,6
Taux de scolarisation à l'école primaire (6 – 10 ans) (%)			
Taux brut	74,1	90,4	82,8
- Garçons	76,8	91,2	84,6
- Filles	71,0	89,5	80,7
Taux net	59,9	77,9	69,5
- Garçons	61,7	78,6	70,8
- Filles	57,8	77,1	67,9
Niveau d'instruction des adultes (15 ans et +) (%)			
Jamais scolarisé	57,3	39,1	49,9
Primaire 1	10,3	9,3	2,0
Primaire 2	12,4	13,5	11,6
Secondaire 1	11,8	15,9	16,5
Secondaire 2	4,3	12,1	13,2
Supérieur	0,9	6,2	6,0
Autres	0,2	0,2	0,2
Sans niveau	2,9	3,7	0,6
Niveau d'instruction des Chefs des Ménages (%)			
Jamais scolarisé	82,1	48,8	61,2
Primaire 1	1,3	1,2	1,2
Primaire 2	8,0	12,9	11,1
Secondaire 1	5,8	14,4	11,1
Secondaire 2	1,8	12,1	8,2
Supérieur	0,5	10,3	6,6
Autres	0,2	0,2	0,2
Sans niveau	0,4	0,5	0,4
Alphabétisation des adultes (15 ans ou +)			
Taux d'alphabétisation	42,6	62,8	49,5
- Homme	51,1	73,7	60,1
- Femme	34,1	52,7	39,5

	Pauvre extrême	Non pauvre extrême	Ensemble
Emploi			
Actif occupé	13,5	25,0	28,2
Chômeur	22,5	18,4	9,8
Inactif	64,1	56,6	62,1
Taux d'activité des personnes de 15 ans et + (%)	35,9	43,4	37,9
Taux de chômage (%)	62,5	42,4	48,4
Statut dans l'emploi (%)			
Employeur	4,4	5,3	4,7
Indépendant	20,6	12,7	14,9
Tâcheron	27,9	8,7	14,2
Salarié	44,1	72,1	64,5
Apprenti/stagiaire	0,6	0,4	0,5
Aide familiale	1,2	0,3	0,5
Autre	1,3	0,4	0,6
Secteur d'activité			
Administration/service public	30,2	45,2	41,3
Collectivité locale	0,6	1,1	0,9
Société d'état	2,2	5,3	4,3
Société privée ou d'économie mixte	5,9	9,4	8,4
Organisation non gouvernementale/ organisme à but non lucratif	0,4	0,6	0,5
Organisme international ou représentation diplomatique	0,9	2,7	2,2
Entreprise du ménage/ entreprise familiale	4,5	2,9	3,3
Entreprise propre	16,8	11,8	13,2
Ménage d'autrui	11,3	5,1	6,8
Entreprise privée d'autrui	15,2	11,7	12,7
Coopérative	1,3	1,1	1,0
Autre	10,6	3,2	5,3

	Pauvre extrême	Non pauvre extrême	Ensemble
TYPE DE LOGEMENT OCCUPE PAR LE MENAGE.			
Maison ordinaire	45,6	79,6	66,7
Appartement dans un immeuble	1,0	3,2	2,4
Villa simple	,3	5,9	3,8
Villa avec étage (Duplex)	,1	2,2	1,4
Locaux collectifs	2,8	1,6	2,0
Toukoul / tente / kaôlo	40,6	4,9	18,4
Habitat spontané	8,8	2,2	4,7
Autres	,7	,3	,5
TYPE DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION DES MURS EXTERIEURS			
Briques adobes en ciment Bois/Planche	10,6	31,7	23,7
Briques et Bois	12,3	19,1	16,5
Tôle et bois/ Toile	33,1	35,5	34,6
Pierre/madrépores	5,0	5,2	5,1
Briques cuites	,4	1,2	,9
Paille	15,0	1,8	6,8
Argile	,1	,0	,0
Matériaux de récupération	14,9	4,5	8,5
Autre	8,6	1,0	3,9
STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT			
Propriétaire avec titre foncier	15,7	28,7	23,8
Propriétaire avec permis d'occupation provisoire	21,8	27,9	25,6
Propriétaire sans statut	36,2	9,1	19,4
Co- Propriétaire	1,0	,5	,6
Locataire simple	10,6	22,5	18,0
Location-vente	2,8	3,3	3,1
Sous-location	1,0	1,4	1,3
Logement gratuit	3,4	3,4	3,4
Logement de fonction	,3	2,1	1,4
Campement temporaire	5,8	1,0	2,8
Autre	1,4	,2	,7
PRINCIPAL COMBUSTIBLE UTILISE POUR LA CUISINE			
Electricité	2,5	7,3	5,5
Pétrole lampant (kérosène)	37,2	75,0	60,6
Gaz butane	1,5	3,3	2,6
Bois	37,4	5,6	17,6
Charbon de Bois	19,1	6,8	11,5
Non concerné	2,3	2,0	2,1

	Pauvre extrême	Non pauvre extrême	Ensemble
PRINCIPALE SOURCE D'ENERGIE POUR L'ECLAIRAGE DU LOGEMENT			
Electricité (EDD)	17,8	71,5	51,1
Pétrole lampant	34,0	19,0	24,7
Groupe électrogène	,2	,4	,3
Panneau solaire	2,5	1,0	1,6
Bois	10,7	1,0	4,7
Bougie	4,8	2,1	3,1
Aucun éclairage	19,6	3,5	9,7
Autres	10,4	1,5	4,9
PRINCIPALE SOURCE D'EAU POTABLE QUE BOIVENT LES MEMBRES DU MENAGE			
Eau courante (branchement intérieur ONED)	6,8	38,2	26,3
Branchement extérieur ONED, par tuyau	35,4	44,3	40,9
Fontaine publique	19,7	9,8	13,6
Camion de citerne(Vendeur)	5,1	3,8	4,3
Forage (puis avec pompe)	8,3	,8	3,7
Puits sans pompe	5,5	,9	2,6
Puits traditionnel	13,0	1,3	5,8
Rivière/cours d'eau/eau de pluie	3,7	,2	1,5
Autre	2,4	,6	1,3
TYPE DE TOILETTES			
WC avec chasse d'eau	4,9	14,3	10,7
Latrines améliorées	5,7	14,8	11,3
Latrine simple	24,9	46,0	38,0
Trou dans le sol avec clôture rudimentaire	30,3	21,2	24,7
Dans la nature	34,1	3,7	15,3
ACCES A CERTAINS BIENS ET SERVICES			
Abonnement au téléphone fixe	3,9	19,2	13,4
Abonnement à internet	,8	12,3	7,9
Téléphone Portable	34,4	75,6	59,9
Ordinateur PC / ordinateur portable	2,4	24,6	16,2
Poste radio	22,7	42,8	35,1
Téléviseur	12,2	60,6	42,2
Antenne parabolique/ Numérique	7,8	53,8	36,4
Réfrigérateur/Congélateur	6,1	49,3	32,9
Climatiseur	1,6	24,6	15,9
Véhicule privée	,2	9,5	6,0